

# Rapport d'activités pour la période 2014 – 2018

## Nouveaux fronts et priorités de la CSI

Région :           Asie et Pacifique

---

### Faits marquants : 2014 – 2018

La CSI-Asie/Pacifique compte 23 345 975 membres cotisants répartis dans 59 organisations affiliées de 34 pays et territoires. Le nombre réel de membres dépasse 60 millions de personnes.

Les actions prioritaires de la CSI-AP ont été établies par le Conseil général de la CSI-AP sur la base des priorités de la Confédération syndicale internationale et des décisions adoptées lors de la conférence régionale. Le plan d'action et le calendrier des événements de la CSI-AP, reprenant les activités qu'elle organise et celles auxquelles elle participe, sont disponibles sur demande ([gs@ituc-ap.org](mailto:gs@ituc-ap.org)).

Un soutien continue d'être apporté aux organisations affiliées qui défendent et promeuvent les droits des travailleuses et des travailleurs et se battent pour réaliser le travail décent. Des rapports sommaires d'activité sont disponibles sur la [page Facebook de la CSI-AP](#).

La CSI-AP a également réorganisé la page d'accueil de son [site Web](#).

### Nouveaux Fronts : 2014 – 2018

#### Justice climatique et transformation industrielle

La CSI-Asie/Pacifique a renforcé son engagement et a accentué son soutien à des actions relatives au changement climatique en réaction à la forte aggravation de ses effets néfastes sur les conditions sociales et économiques, notamment sur l'emploi et les moyens de subsistance des travailleuses et travailleurs en Asie et dans le Pacifique.

La CSI-AP a organisé des activités régionales, en collaboration avec la CSI, pour améliorer la compréhension des travailleurs et des syndicats de l'Accord de Paris et des négociations en cours dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et pour intégrer la notion de « transition juste » aux politiques et aux actions syndicales à tous les niveaux. L'objectif était également de partager de meilleures pratiques et d'accroître la solidarité entre les organisations affiliées.

Du reste, le thème d'une transition juste a été abordé lors de plusieurs activités liées à l'Agenda du travail décent, en particulier en ce qui concerne le dialogue social et la protection sociale, ainsi que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Initiative sur l'avenir du travail.

#### Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement

Les chaînes d'approvisionnement mondiales et les entreprises multinationales sont des moteurs de la mondialisation. Tel est également le cas dans la région Asie/Pacifique où il s'agit d'entités puissantes qui peuvent contrôler et imposer des politiques et des

réglementations. La majeure partie des unités de production et des services dépendent de ces entreprises. Le travail dans les chaînes d'approvisionnement est généralement synonyme de salaires de misère et d'emplois précaires, trop souvent effectués dans des conditions de travail dangereuses. L'une des principales causes de l'augmentation des inégalités est la multiplication des chaînes d'approvisionnement, à l'origine de la hausse du nombre de travailleurs pauvres et de la stagnation économique. La réduction des droits des travailleurs, des salaires et de la sécurité de l'emploi est étroitement liée à l'augmentation du pouvoir des entreprises. Sous le slogan « Halte à la cupidité des entreprises », les syndicats s'organisent pour réclamer des salaires minimums et une négociation collective, des relations de travail sûres et sans danger, la formalisation du travail informel dans les chaînes d'approvisionnement, l'éradication de l'esclavage dans ces chaînes et une protection sociale universelle.

La CSI-AP a organisé de nombreuses activités sur les droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et au sein des entreprises multinationales. Des ateliers régionaux ont été organisés pour concevoir des plans d'action en vue de protéger et de promouvoir les droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement ; ceux-ci ont mis l'accent sur l'organisation. La CSI-AP a solidairement soutenu des initiatives d'organisation menées au sein de chaînes d'approvisionnement et a pris part à certains conflits sociaux en rassemblant les syndicats des pays d'accueil et d'origine. L'organisation des travailleuses et des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement gagne en puissance.

### Élimination de l'esclavage

Parallèlement à la hausse de la migration, on note une augmentation inquiétante de la traite des êtres humains et de l'esclavage, des problèmes préoccupants et urgents qui sont étroitement liés à la migration. Des millions de personnes dans la région travaillent dans des conditions d'esclavage moderne. Le désespoir des habitants pour trouver des moyens de subsistance augmente leur vulnérabilité face à la traite des êtres humains et à l'esclavage. Dans la région, des milliers de travailleurs du Bangladesh et du Myanmar ont été abandonnés en mer d'Andaman et ont fini dans des camps de fortune, vivant dans des conditions déplorables. Des milliers de migrants fuient les persécutions ethniques qui ont lieu dans certains pays de la région. Le système de la *kafala* dans les pays du Golfe, où des permis sont exigés pour quitter le territoire, piège de nombreux travailleurs dans l'esclavage.

La CSI-Asie/Pacifique a organisé des ateliers régionaux de syndicalisation sur la traite des êtres humains, le travail forcé et l'esclavage pour attirer l'attention des syndicats sur l'existence de différentes formes d'esclavage moderne. Des cas d'esclavage et de travail forcé ont également été portés à la connaissance des autorités.

## Priorités : 2014 – 2018

### Pays à risque

Dans la région Asie/Pacifique, les travailleuses et les travailleurs font face à de graves répressions en raison de leurs activités syndicales ; il peut s'agir de licenciements, de harcèlement, de menaces et de discriminations. Dans certains pays, des militants syndicaux ont été arrêtés, souvent en lien avec des manifestations et des grèves. Au Cambodge, en Indonésie, au Myanmar et en Corée du Sud, où le nombre de grèves a continué de croître, les mouvements de protestation ont souvent été dispersés par des policiers antiémeutes et des voyous à la solde des entreprises. Les difficultés rencontrées pour créer un syndicat sont encore accentuées par le fait que les membres du personnel

qui tentent de s'organiser sont fréquemment blâmés. Dans de nombreux pays, les autorités ont aussi le pouvoir de mettre un terme unilatéralement à une grève. Dans des pays comme le Bangladesh, le Cambodge, Fidji, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Myanmar et les Philippines, les employeurs tentent également de briser les syndicats existants. La législation du travail de nombreux pays de la région suscite aussi des inquiétudes puisque les syndicats et leurs membres manquent souvent d'une protection appropriée.

La CSI-Asie/Pacifique a coordonné des actions de solidarité et des campagnes internationales, et a aidé des organisations affiliées à préparer leur contribution au mécanisme de contrôle de l'OIT.

### **Cohérence mondiale et développement**

La coopération pour le développement a été l'un des piliers de l'organisation régionale en Asie/Pacifique. La solidarité et l'assistance internationales permettent aux syndicats des pays en développement de renforcer leurs capacités pour relever les enjeux et résoudre les problèmes grâce au partage d'expériences, de connaissances, de ressources, de valeurs et de principes. La coopération pour le développement entend promouvoir un réseau mondial cohérent et une appropriation commune du développement entre acteurs syndicaux, tant au niveau bilatéral que multilatéral. Il faut que les organisations internationales et les gouvernements, les syndicats et les autres parties prenantes d'autres pays travaillent ensemble en faveur du développement. Le Réseau syndical de coopération au développement (RSDC) a été créé pour donner une impulsion aux actions de sensibilisation et de mobilisation syndicales, et pour renforcer les capacités des syndicats dans ce domaine. La CSI-Asie/Pacifique participe à ce réseau mondial. S'intégrant à la structure du RSDC, un Réseau syndical de coopération au développement pour la région Asie/Pacifique a été mis sur pied. La CSI-AP participe régulièrement aux réunions du RSDC et prend part à des plateformes multipartites, comme le Forum politique sur le développement de la Commission européenne, le partenariat de la société civile pour un développement efficace et le Partenariat mondial pour une coopération efficace, plateformes auxquelles nos organisations affiliées participent également.

Tous les ans, une réunion de coordination de la CSI-AP avec des FSI et des organisations de soutien et de solidarité avec les syndicats a lieu, fournissant ainsi l'occasion d'échanger de meilleures pratiques, de coordonner des activités et de mettre au point des stratégies communes entre organisations actives dans la région par le biais de la CSI-AP, et de promouvoir la solidarité entre organisations affiliées de la CSI-AP.

La CSI-AP a poursuivi son dialogue avec la Banque asiatique de développement aux échelles régionale et nationale, afin de plaider en faveur d'un développement durable et inclusif grâce à l'augmentation des investissements de la banque dans des infrastructures sociales, tout en prônant l'existence d'institutions du marché du travail fortes et le respect de l'Agenda du travail décent, éléments essentiels pour parvenir à un développement universel. La CSI-AP a également activement participé aux consultations de la Banque asiatique de développement sur sa nouvelle stratégie à long terme pour 2030.

### **Gouvernance mondiale des migrations**

Le nombre de personnes qui travaillent et vivent dans des pays qui ne sont pas leur pays de naissance devrait croître pour diverses raisons, dont la croissance démographique, la pauvreté et le sous-développement économique, la hausse inquiétante du chômage, l'augmentation des inégalités au sein des pays et entre pays, la connectivité accrue, les échanges commerciaux, les déséquilibres démographiques et le changement climatique. Au cours de la période examinée, plusieurs activités sur la migration de main-d'œuvre ont été menées, comme des ateliers régionaux, des activités sous-régionales et des

programmes nationaux. La CSI-Asie/Pacifique encourage et facilite les accords de partenariat entre syndicats de pays d'origine et de destination. Dans la foulée de l'adoption de la convention n° 189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques, plusieurs activités ont été menées pour familiariser les acteurs à l'instrument et mettre en place des changements pour les segments les plus négligés et exploités de la population active. De nombreux syndicats se lancent désormais sérieusement dans l'organisation de travailleurs migrants dans les pays d'origine et de destination. La CSI-AP a permis la mise en place d'un Centre de ressources pour les migrants à Amman (Jordanie) en partenariat avec le Conseil régional sud-asiatique des syndicats (SARTUC), le Conseil régional syndical asiatique (ASEAN-TUC) et la Confédération syndicale arabe (CSI-AR).

Le mouvement syndical a désormais pris conscience du rôle des syndicats dans l'amélioration du sort des travailleurs migrants et nombre d'entre eux ont mis sur pied des cellules sur la migration de main-d'œuvre au sein de leurs bureaux pour s'occuper spécifiquement des besoins des travailleurs migrants. Plusieurs accords de partenariat ont été signés entre des syndicats de pays d'origine et de destination.

Il convient de saluer l'abolition du système de la *kafala* au Qatar en août 2018, y compris de la nécessité de disposer d'un permis de quitter le territoire. C'est une victoire pour le mouvement syndical, même si le système est toujours appliqué dans d'autres pays du Golfe. Il nous faudra donc poursuivre notre campagne en faveur de l'abolition de ces systèmes inhumains partout où ils existent. La mise en place du Centre de ressources pour les migrants est une initiative concrète du mouvement syndical, destinée à fournir des services d'information pour conférer un pouvoir de décision aux travailleurs migrants vulnérables, surtout les travailleurs domestiques migrants, et leur prodiguer une assistance juridique.

### **Campagne « Comptez avec nous ! »**

Dans la région, l'augmentation du nombre de femmes au sein des syndicats et à leur tête a démarré lentement, mais s'est progressivement accélérée. Grâce à un soutien stratégique, à des campagnes et à des programmes ciblés de renforcement des capacités et de sensibilisation, des progrès visibles ont été accomplis, notamment dans les domaines suivants :

- **Intégration de la question de l'égalité de genre dans les programmes, politiques, opérations et pratiques des organisations affiliées grâce à la coopération avec des unités/organes/comités/personnes de référence pour l'égalité au niveau national ; promotion de l'utilisation d'outils d'intégration ; et stratégies spécifiques de renforcement des capacités et activités de sensibilisation :**
  - *publication de l'édition 2015 du Manuel de vérification de l'égalité de genre et de rémunération sur le lieu de travail (Workplace Gender Equality and Pay Equity Verification Manual) de la CSI-AP ;*
  - *participation au renforcement des capacités des organisations affiliées pour intégrer des thèmes d'égalité de genre, suivre et évaluer les progrès grâce à des formations aux audits participatifs de genre en s'aidant du manuel de la CSI-AP ;*
  - *augmentation de l'attention portée à l'égalité de genre, du soutien et des moyens consacrés au thème, tant à l'échelle régionale que nationale, comme le montrent la variété et la continuité des programmes, des projets et des initiatives ciblés sur l'égalité de genre ;*
  - *propagation « virale » des événements liés à l'égalité de genre sur les pages de la CSI-AP dans les médias sociaux, indiquant de nouveaux intérêt et attention pour les droits des femmes et l'égalité de genre. Alors qu'en 2014, les articles étaient en*

*moyenne consultés par 200 personnes, ils touchent désormais un public plus vaste et peuvent atteindre 1000 à 4000 consultations en moyenne.*

- **Augmentation du nombre de militantes et de dirigeantes dans les syndicats et ailleurs, et de leur participation aux domaines plus généraux d'activité de la CSI-AP grâce à des efforts ciblés pour inclure des participantes et intégrer des thèmes liés à l'égalité aux principaux programmes et à d'autres activités similaires :**
  - *augmentation de la participation des femmes aux programmes de la CSI-AP à tous les niveaux (d'à peine 20 pour cent en 2014 à 39 pour cent en 2018, même si un taux de participation record de 41 pour cent a été atteint en 2015) ;*
  - *extension du réseau de défenseurs de l'égalité de genre au sein de la CSI-AP et de ses organisations affiliées en veillant à la participation d'hommes à des programmes spécifiques d'égalité de genre ;*
  - *aide aux organisations affiliées pour peaufiner leurs plans d'action afin de parvenir aux objectifs de la campagne « Comptez avec nous ! » ;*
  - *augmentation de 12 points de pourcentage du taux de représentation moyen des femmes dans les plus hautes instances décisionnaires des organisations affiliées (24,9 pour cent en 2017 contre 12,1 pour cent en 2012) <sup>1</sup> ;*
  - *collaboration à une proposition de projet qui a obtenu un financement pour mener un programme de trois ans (2019-2021) afin d'encourager des structures et des activités veillant à la participation et à l'accèsion des femmes et des jeunes aux fonctions de direction au sein de syndicat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est en collaboration avec l'ASEAN-TUC.*

## **Travailleurs/euses domestiques**

En collaboration avec des partenaires, la CSI-Asie/Pacifique soutient les organisations affiliées dans leurs démarches en faveur des droits et du travail décent pour les travailleurs domestiques. Nos principales contributions sont les suivantes :

- *soutien à des activités d'organisations affiliées pour suivre l'application des lois et des politiques relatives au travail domestique, et accroître la visibilité des travailleurs domestiques ;*
- *mobilisation des organisations affiliées à l'occasion de plusieurs appels à l'action ;*
- *soutien des positions et des programmes d'organisations affiliées en faveur de l'amélioration des droits et de la protection des travailleurs domestiques en droit et dans la pratique.*
- *plaidoyer auprès des gouvernements sur l'importance et l'urgence de ratifier la convention n° 189<sup>2</sup> ;*
- *contribution à la base de connaissances internationale et soutien aux activités syndicales en faveur du travail décent pour les travailleurs domestiques en s'appuyant sur des données factuelles.*

## **Organisation**

<sup>1</sup> CSI – Enquête sur l'égalité de genre 2017 – même si les chiffres ne sont pas entièrement comparables, ils permettent de se rendre compte des progrès accomplis

<sup>2</sup> Le Comité des femmes de la CSI-AP a envoyé une lettre au président philippin Aquino pour le prier d'encourager les dirigeants de pays de l'Asie/Pacifique à ratifier la convention n° 189. En réponse, le ministère du Travail des Philippines a assuré que le gouvernement d'Aquino soutient les actions de la CSI-AP visant à encourager les dirigeants d'autres pays à adopter les principes de la convention n° 189 de l'OIT.

À l'heure actuelle, l'organisation de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs au sein de syndicats indépendants et démocratiques est l'enjeu le plus important pour les syndicats de tous les pays. L'organisation et le recrutement sont essentiels à notre avenir et constituent les outils de notre survie. Une enquête commissionnée par la CSI lors du dernier congrès a montré qu'à peine 7 pour cent de la main-d'œuvre est affiliée à des syndicats démocratiques et indépendants. Dans la région, quelques syndicats représentent plus de 10 pour cent de leur main-d'œuvre nationale. La diminution du nombre d'adhérents syndicaux est également préoccupante. Cette baisse est due à l'hostilité des gouvernements ou des employeurs qui prennent souvent part à des campagnes vicieuses de sape du syndicalisme pour empêcher les travailleurs, y compris dans le secteur public, d'exercer leurs droits fondamentaux au travail. Bon nombre d'emplois, y compris dans l'économie informelle et les zones franches d'exportation, et pour les travailleurs migrants, s'entendent « sans syndicat ».

De nombreux pays n'ont pas ratifié les conventions fondamentales de l'OIT n<sup>os</sup> 87 et 98 sur la liberté syndicale et la négociation collective et, même dans des pays qui les ont ratifiées, elles ne sont pas correctement appliquées. À peine 6 à 8 pour cent des travailleuses et des travailleurs de la région sont couverts par des conventions collectives. Rien ne peut remplacer les syndicats. La CSI-Asie/Pacifique accorde la priorité absolue à tous les domaines de travail pour soutenir les activités d'organisation et renforcer les capacités d'organisation des syndicats, y compris en matière de recrutement, d'obtention de la reconnaissance et de conclusion ou consolidation de conventions collectives, ce qui permet de renforcer le statut des syndicats en tant qu'organisations de masse. Nous avons mené plusieurs activités sur l'organisation à différents niveaux. Nous avons également activement participé à l'Académie d'organisation mondiale de la CSI.

## **Autres questions régionales : 2014 – 2018**

### **Économie informelle**

L'économie informelle a continué d'être l'un des principaux domaines d'action prioritaire au cours de la période examinée. La majorité des travailleuses et des travailleurs de la région exerçant une activité dans l'économie informelle, différentes actions les ont spécifiquement ciblés. Le mouvement syndical se bat pour assurer la transition des travailleurs de l'économie informelle vers l'économie formelle, ce qui implique soit l'obtention d'un emploi formel, soit la formalisation d'un emploi existant, grâce à un contrat sûr, à des prestations liées au travail, à une protection sociale, et à la liberté syndicale et la négociation collective. L'accent s'est évidemment porté sur l'organisation de ce segment de la main-d'œuvre au sein de syndicats, d'où l'importance de la négociation collective. Nous avons également aidé les organisations affiliées à lancer des projets pilotes sur l'organisation des travailleurs informels dans des domaines/secteurs identifiés. Des visites sur le terrain ont eu lieu dans certains domaines précis où les déficits de travail décent sont nombreux. La recommandation n° 204 sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle constitue un outil précieux pour ces activités. Grâce à la campagne vigoureuse que les organisations syndicales de la région, la CSI-AP à leur tête, ont menée, les syndicats ont de plus en plus conscience de l'importance de l'économie informelle. Même si, jusqu'il y a peu, le mouvement syndical n'a pas beaucoup progressé dans l'économie informelle, plusieurs de nos organisations affiliées ont adopté des mesures efficaces pour rassembler ces travailleurs en syndicats et l'organisation des travailleurs informels est jalonnée de succès. De nombreux gouvernements reconnaissent désormais des syndicats de l'économie informelle et les incluent au processus de dialogue social. Des campagnes d'organisation ciblées sont organisées pour que ces travailleurs puissent bénéficier d'une protection syndicale. Un bel exemple de la prise de conscience de l'importance de l'économie informelle est l'adoption de

la recommandation n° 204 sur la formalisation de l'économie informelle. Dans certains pays, les régimes de protection sociale sont étendus pour couvrir les travailleurs informels.

### **Sécurité et santé au travail**

La sécurité et la santé au travail (SST) est un droit humain et du travail fondamental, clairement identifié par les instruments internationaux, et fait partie intégrante du développement social et national. C'est pour cette raison que, outre l'adoption d'une résolution pour améliorer les normes de sécurité et de santé au travail, et parvenir à une société juste et au travail décent lors de la 3<sup>e</sup> Conférence régionale de la CSI-Asie/Pacifique (août 2015, Kochi, Inde), nous avons mené des efforts constants avec nos organisations affiliées pour établir des comités de SST à tous les échelons et ainsi faire de ce thème une priorité dans les politiques et les actions syndicales. Un effort important a été consenti pour que l'accent soit mis sur la SST des travailleurs vulnérables, dont les femmes, les jeunes et les travailleurs âgés.

À la suite d'une décision adoptée par le Conseil général régional de la CSI-AP (15<sup>e</sup> réunion, les 16 et 17 août 2017, Oulan-Bator, Mongolie), le Réseau de sécurité et santé au travail de la CSI-AP a été créé. Les organisations affiliées ont été invitées à désigner deux représentants, dont au moins une femme, responsables des activités de SST. Actuellement, 46 membres de 27 organisations syndicales de 16 pays figurent sur la liste. La première réunion Skype a eu lieu le 24 novembre 2017 et ses participants ont discuté du concept et du rôle du Réseau de SST, ainsi que de plans d'action.

À l'issue de cette première discussion du réseau de SST, une Conférence régionale de la CSI-AP sur l'amiante a été organisée à Jakarta (Indonésie) les 6 et 7 mars 2018. Son objectif était d'améliorer la préparation des actions nationales et mondiales pour prévenir les maladies dues à l'amiante et faire cesser l'utilisation de l'amiante, en coopération avec des organisations affiliées à la CSI-AP, l'OIT, l'OMS, des FSI et des organisations de soutien et de solidarité avec les syndicats. Elle a rassemblé 50 participants de 30 organisations de 18 pays qui ont adopté un communiqué commun pour parvenir à un monde sans amiante (*Realising an Asbestos-free World*). Après sa clôture, les représentants de la conférence ont rencontré des membres du Comité IX (chargé de la démographie, de la santé, de la main-d'œuvre et des migrations) de la Chambre des représentants d'Indonésie en vue d'une consultation.

De la même manière, une enquête sur les outils d'audit en matière de sécurité et de santé au travail a été menée et des modules de formation ont été organisés par l'intermédiaire du réseau SST. Un résumé est en cours de rédaction.

### **Résultats plus généraux en matière d'égalité de genre**

Des efforts pour améliorer les résultats en matière d'égalité pour les femmes au sein des syndicats et partout ailleurs dans la région ont été entamés grâce à une stratégie claire d'égalité de genre déployée par l'intermédiaire de la Plateforme d'action pour l'égalité de genre (*Platform of Action for Gender Equality*, PAGE).

Différents politiques, mesures et programmes ciblés ont été mis en place pour transformer des plans en actions et des actions en résultats concrets, et ainsi parvenir à de meilleurs résultats pour les femmes. Les exemples qui suivent montrent de quelle façon l'amélioration des capacités de direction des femmes et les mesures spécifiques adoptées aident à progresser dans deux autres domaines essentiels :

#### **(1) Intensification des efforts et des actions pour combattre la violence fondée sur le genre au travail :**

- *un nombre record d'organisations affiliées répondent aux questionnaires, aux enquêtes et aux appels à l'action, permettant ainsi de recueillir des informations bien nécessaires et d'améliorer la participation sur des thèmes liés à l'égalité de genre*

- *actions d'influence sur au moins huit gouvernements pour qu'ils continuent de soutenir une convention complétée d'une recommandation et/ou qu'ils changent leur position initiale de ne soutenir qu'une recommandation de l'OIT*
- *mobilisation de cinq délégués d'Indonésie, du Myanmar et de Mongolie pour participer à la première discussion normative lors de la Conférence internationale du Travail de 2018*
- *contribution à la base de connaissances internationale et soutien aux activités syndicales sur la violence fondée sur le genre en s'appuyant sur des données factuelles*
- *des initiatives contre la violence fondée sur le genre sont de plus en plus souvent citées en exemples dans plusieurs études et publications (par exemple, University of Oxford Human Rights Hub Journal)*
- *des expériences pour obtenir des droits pour les travailleurs concernés par la violence domestique, y compris les conclusions d'enquêtes nationales sur le lieu de travail menées par des organisations affiliées (aux Philippines, à Taïwan et en Mongolie) sur la violence domestique commencent à afficher des résultats positifs (par exemple, des conventions collectives contenant des dispositions relatives à la violence domestique)*
- *signature d'accords de coopération avec des organisations d'employeurs (Philippines et Israël) sur des mesures communes de prévention et d'aide pour les victimes de violence domestique*

## **(2) Plus grande visibilité des activités de la CSI-Asie/Pacifique sur les questions d'égalité de genre**

- *création de trois nouveaux partenariats de promotion des droits des femmes et de lutte contre la violence sexiste*
- *participation à de nombreux événements, à différents niveaux en tant qu'expert, mettant en valeur le travail de la CSI-AP en matière d'égalité de genre*
- *extension du réseau de personnes décidées à changer la donne (en ligne et dans la pratique) dans la région s'attellant à lever les obstacles vers l'égalité de genre tout en amplifiant les voix des uns et des autres*

Le mouvement syndical a été un élément moteur essentiel du changement dans ces domaines et d'autres – le Comité des femmes de la CSI-AP, le groupe de personnes de référence pour la campagne nationale, les instances d'égalité de genre des organisations affiliées et les milliers de personnes susceptibles de changer la donne, y compris des hommes, qui participent au réseau social de la CSI-AP en pleine expansion.

## **Jeunesse**

Des progrès constants et concrets ont été accomplis en solidarité avec des organisations affiliées à la CSI et à la CSI-Asie/Pacifique pour soutenir les jeunes travailleurs. Ces quatre dernières années, nous avons créé davantage de structures pour les jeunes au sein des organisations affiliées et des efforts supplémentaires ont été accomplis pour attirer et organiser les jeunes. Pourtant, la voix des jeunes ne se fait toujours pas assez entendre lors de la formulation des politiques économiques, sociétales et même syndicales. Les jeunes ont une position précise et la volonté politique de parvenir à un avenir du travail favorable à toutes et à tous. Les jeunes doivent participer au processus décisionnel pour façonner l'avenir. La Charte des jeunes de la CSI-AP pour 2015-2019, établie par le Comité des jeunes de la CSI-AP, formule des inquiétudes graves et prie instamment les syndicats de s'intéresser aux difficultés rencontrées par les jeunes et de les aider à les surmonter. Telle est la position des jeunes. Outre la charte, la CSI-AP, les organisations affiliées et les jeunes travailleurs ont adopté des actions et ont mené des campagnes pour parvenir au travail décent pour tous les jeunes travailleurs, pour obtenir une protection sociale pour tous les travailleurs de l'économie informelle et de l'économie des plateformes, pour protéger les



droits des travailleurs ayant des emplois à court terme et également pour organiser des événements pour les jeunes afin d'encourager les liens et construire une solidarité forte.

Depuis 2014, des représentants du Comité des jeunes de la CSI-AP ont participé aux programmes régionaux et le président du comité a pris part aux instances de direction de la CSI-AP. La représentation de jeunes aux réunions du conseil d'administration est cruciale non seulement pour les jeunes, mais également pour les syndicats. De la même manière, l'une des principales priorités des jeunes est le renforcement des capacités ou l'éducation pour se former en tant que travailleurs et militants syndicaux. Il faut leur donner des occasions de connaître leurs droits et d'acquérir des compétences pour négocier correctement leurs salaires et conditions de travail. C'est ainsi que la CSI-AP organise tous les ans une formation interactive et créative pour les jeunes dirigeants syndicaux au cours desquelles ils participent à des jeux de rôle pour découvrir la négociation collective, les conférences de presse et l'organisation, à des travaux en groupe, à des études de cas, etc. Depuis la première édition en 1992, un total de 848 personnes ont participé à la formation.

### **IFI et mobilisation régionale**

La CSI-Asie/Pacifique a entrepris d'accroître le dialogue avec les institutions financières internationales (IFI) aux échelons mondial, régional et national dans la mesure où leurs activités portent de plus en plus sur les inégalités, les institutions du marché du travail et le changement climatique pour une croissance inclusive et durable. En particulier, la CSI-AP a fait des efforts pour encourager une plus forte mobilisation syndicale à l'égard des IFI au niveau national en organisant des réunions de consultation régionales et nationales. Aux échelles régionale et nationale, la CSI-AP a organisé plusieurs réunions de haut niveau et une série de réunions nationales avec la Banque asiatique de développement. Une autre réunion régionale avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale a également eu lieu.

L'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) est l'association régionale des pays d'Asie du Sud qui rassemble plusieurs économies émergentes asiatiques. Des centrales syndicales nationales de pays de l'ASACR affiliées à la CSI-AP sont membres du Conseil régional sud-asiatique des syndicats (SARTUC). Créé en 1988, il s'attache à unir les travailleurs organisés en syndicats libres et démocratiques. L'un des objectifs premiers du SARTUC est de mettre en place et de conserver une organisation efficace au niveau régional, s'appuyant sur des syndicats libres et démocratiques, engagés en faveur de la promotion des intérêts des travailleuses et des travailleurs, et de leur dignité, tout en encourageant la création, la pérennisation et l'extension des syndicats libres dans les pays d'Asie du Sud. Le SARTUC travaille d'arrachepied pour conforter sa présence à l'échelle sous-régionale en tant qu'instance représentative des travailleuses et des travailleurs de la région.

Il est très actif sur des questions comme la migration de main-d'œuvre et l'économie informelle, et est parvenu à faire insérer la question de la migration de main-d'œuvre à la déclaration de Katmandou de l'ASACR de 2014 qui la reconnaissait comme l'une des questions émergentes en Asie du Sud. La majorité des travailleurs migrants d'Asie du Sud se trouvant dans des pays du Moyen-Orient, le SARTUC s'est concentré sur cette zone. Actuellement, il participe à l'élaboration du Pacte mondial sur la migration et a préparé un guide d'information sur la migration avant le départ. Il a également signé des protocoles d'accord avec d'autres groupes sous-régionaux comme l'ASEAN-TUC, la CSI-AR, ainsi qu'avec la CSI-Af et la Confédération syndicale des travailleurs et des travailleuses des Amériques (CSA). Depuis sa création, l'une de ses priorités a été d'obtenir une reconnaissance en tant qu'organisation représentative des travailleuses et des travailleurs de la région de la part de l'ASACR. Des comités des jeunes et des femmes ont été mis en place.

La CSI-AP a aussi activement participé à des événements et des programmes du G20/L20, de la Rencontre Asie-Europe, de la Coopération économique Asie-Pacifique et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

### **Relations**

La CSI-Asie/Pacifique a coordonné des réunions annuelles de coordination avec différentes organisations et institutions, comme les Fédérations syndicales internationales, la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE, des organisations de soutien et de solidarité avec les syndicats et le Bureau des Activités pour les travailleurs de l'OIT, pour échanger des informations sur des activités dans la région et y coordonner la solidarité par l'intermédiaire de la CSI-AP et pour promouvoir la solidarité entre organisations affiliées à la CSI-AP.